



COMMUNIQUE DE PRESSE

CARTE ROUGE AU GOUVERNEMENT MAURITANIEN LES DROITS HUMAINS ? CONNAIS PAS !

A l'évidence, les autorités mauritaniennes veulent réduire au silence ceux qui exercent leur droit à la liberté d'expression, droit inscrit dans la Constitution de la République islamique de Mauritanie.

Le procès des 13 militants anti-esclavage de l'IRA a débouché le 18 août dernier sur un verdict infamant. Des peines de prison de 3 à 15 ans ont été prononcées contre ceux qui luttent pacifiquement contre la persistance d'un esclavage traditionnel. Contre ceux qui, de plus, n'ont pas participé aux échauffourées lors de l'expulsion par la police de populations marginalisées d'un squat de la capitale, événement prétexte aux arrestations.

Le 15 juillet dernier, un journaliste mauritanien Cheikh Baye Ould Mohamed a été condamné à 3 ans de prison. Son « crime » ? Lors d'une conférence de presse, il a lancé sa chaussure au porte-parole du gouvernement en criant « Vous êtes le ministre du mensonge ». Dans la foulée sept jeunes du M25 (**Mouvement du 25 février**), mouvement né dans le sillage des printemps arabes, ont également été arrêtés et trois d'entre eux condamnés à 2 ans de prison.

Le 16 septembre dernier, lors de la Fête du Mouton, **un jeune imam noir** dénonce dans son prêche le racisme d'état, l'esclavage et les inégalités dont sont victimes les Haratine. Des policiers l'extirpent violemment de la mosquée. Deux jours plus tard il est arrêté. Sa famille ignore où il est détenu.

Quant au **racisme d'état**, le Rapport Alston (Rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté et les droits humains en Mauritanie) publié en mai dernier, indique que les Haratine et les Négro-Mauritaniens sont absents de toutes les positions du pouvoir réel.

Pour le pouvoir mauritanien, toute voix qui s'élève contre les discriminations, le racisme, l'esclavage ou l'injustice doit être réduite au silence.

A l'appel de l'IRA, les Mauritaniens de Belgique et les associations de défense des droits humains se rassembleront

le mercredi 28 septembre dès 14h00 devant l'ambassade de Mauritanie, 6 Avenue de la Colombie à 1000 Bruxelles pour

- exiger la libération des 13 militants de l'IRA
- dénoncer la parodie de justice lors de leur procès
- dire stop au régime raciste et esclavagiste du gouvernement mauritanien
- exiger le respect des droits humains et des conventions internationales en Mauritanie.

Le recul alarmant des libertés d'expression et des libertés collectives en Mauritanie doit être porté à l'attention de la communauté internationale.

Bruxelles, 20 septembre 2016

Contacts : IRA Mauritanie en Belgique ASBL
Maryvonne Maes 0478/503 727
Jeddou Abdel Wahab 0492/504 092
Yahya Anne 0466/397 979